N° 2025/313

Déposée le **19/05/2025**

Dépôt affiché le **19/05/2025**

N° DP 014 715 25 00111

Par :	RB CONSEILS - AWARE
Représenté par :	Monsieur TOUIL Mendel
Demeurant à :	99 QUAI DU DOCTEUR DERVAUX
	92600 ASNIERES SUR SEINE
Pour :	ITE
Sur un terrain sis à :	17 CHEMIN DES BRUYERES
Référence cadastrale :	AP 225

LE MAIRE :

Vu la déclaration préalable susvisée, déposée par RB CONSEILS – AWARE, Monsieur TOUIL Mendel, au nom de Madame Marie Christiane

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R.421-9 et suivants, R.421-17, et R.421-23 et suivants,

Vu la demande d'annulation effectuée par RB CONSEILS – AWARE, Monsieur TOUIL Mendel pour la déclaration préalable DP 014 715 25 00111, au nom de Madame Marie Christiane, reçue le 13/08/2025,

ARRETE :

La déclaration préalable DP 014 715 25 00111 est annulée. En conséquence, les travaux projetés ne pourront être entrepris.

À Trouville-sur-Mer, le 13/08/2025

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de **deux mois** vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus